

## Progrès social et fonction publique de demain :

# *Les solutions sont à l'opposé des projets de SARKOZY*

**N**ous y voilà donc : le 19 septembre dernier, à l'IRA de Nantes, Nicolas SARKOZY a dévoilé ses projets pour la Fonction publique et ses agents. On pouvait s'attendre au pire..... On l'a eu !

De réponses aux légitimes exigences sur le pouvoir d'achat portées unanimement par tous les syndicats, pas le moindre début d'ébauche ; Sur l'ouverture immédiate de négociations salariales, pas la plus petite ouverture même la plus allusive ; En revanche, il en a remis une couche sur la sempiternelle méritocratie et le développement de l'individualisation des salaires.

Sur l'emploi public, notre cher Président a confirmé la poursuite et l'aggravation des suppressions d'emploi en 2008 et, qu'en 2009, on passerait à la vitesse supérieure ! D'ailleurs, il est plus que révélateur de noter qu'il convient, selon lui, de réformer l'Etat et la Fonction publique non pour rendre une qualité de service public encore améliorée aux citoyens, mais pour adapter les structures à une seule finalité : réduire drastiquement le nombre de fonctionnaires.

### **Des attaques sans précédent**

Mais, Nicolas SARKOZY ne s'est pas contenté de réaffirmer ses crédos libéraux sur ces 2 enjeux essentiels. Il s'est par ailleurs livré à une attaque en règle contre les garanties collectives des fonctionnaires et le Statut (remise en cause des

concours, mise en extinction des corps, « *pécule* » pour favoriser le départ de la Fonction publique, contrat de droit privé négocié de gré à gré pour les nouveaux recrutés....) La charge est frontale et massive (voir par ailleurs le dossier central de ce numéro).

Ne nous y trompons pas : il s'agit même d'un déploiement sans précédent. Il remet explicitement en cause le socle républicain, issu des luttes, sur lequel s'est bâtie la Fonction publique à la libération.

De telles visées, si elles devraient se concrétiser, constitueraient une régression sociale majeure pour tous, agents de la Fonction publique comme usagers.

Sans la moindre hésitation, il convient donc de s'y opposer radicalement.

### **L'indispensable riposte**

Il serait d'ailleurs faux de croire que le Président, ses ministres, leurs supporters du MEDEF ont une autoroute devant eux. Nombreux sont les indicateurs qui montrent que nos concitoyens sont très attachés à la Fonction publique, très satisfaits de la qualité du service rendu par les personnels et que, majoritairement, ils sont hostiles au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Dans le même temps qu'il faut tout mettre en œuvre pour contrer les velléités des libéraux qui nous gouvernent, nous devons afficher le visage

d'une CGT offensive, proposant des pistes alternatives pour porter encore plus loin l'excellence de la Fonction publique, satisfaire les revendications des salariés et démontrant que ces solutions sont non seulement crédibles mais porteuses de bien plus de justice sociale et d'équité.

Bref, une CGT à qui la changement ne fait pas peur –dès lors qu'il est synonyme de progrès social pour tous-, bien au contraire.

C'est dans cette perspective que nous devons résolument proposer aux agents, aux citoyens, de s'inscrire dans une démarche de construction du rapport de forces indispensable.

Nous devons également travailler les convergences revendicatives, l'interprofessionnalisation des mobilisations, et cela, dans la recherche de l'unité la plus large possible sans que celle-ci ne constitue une préalable à l'action.

**C'est tout le sens de l'appel de l'UGFF à investir pleinement et partout la journée du 18 octobre. Par la grève, la participation aux manifestations, nous devons faire en sorte que ce temps fort constitue une étape essentielle dans le développement des luttes.**

**A l'évidence, ce rendez-vous en prépare d'ores et déjà d'autres, dans lesquels l'UGFF saura de nouveau être à l'initiative et prendre toute sa place.**

**A cet égard aussi, le tremplin du 18 est d'autant plus incontournable.**